

BUREAUX: RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING:

Trois mois. . . . . 12 fr  
Six mois. . . . . 23  
Un an. . . . . 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

# JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: A. TIEBOUX

Le Nord de la France

Trois mois. . . . . 14  
Six mois. . . . . 27  
Un an. . . . . 51

ANNONCES: 20 centimes la ligne  
RÉCLAMES: 25 centimes  
— On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bulfer et C<sup>o</sup> place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 25 MAI 1872

## BOURSE DE PARIS

DU 25 MAI

55 521/2  
78 60  
87 25

Par le troisième page les dépêches

## ÉLECTION D'UN DÉPUTÉ à l'Assemblée nationale

### CANDIDAT

du comité conservateur libéral

## M. BERGEROT

Membre du Conseil général

M. A. Bergerot, candidat du département du Nord, adresse la circulaire suivante aux électeurs:

Messieurs les électeurs,

Vous m'avez donné, le 7 janvier dernier, 81,688 suffrages. Cette marque éclatante de votre confiance m'impose, encore une fois, le grand devoir de mettre de côté mes goûts et mes intérêts les plus chers, pour acquiescer envers vous une dette de reconnaissance.

La situation du pays est restée la même, sentiments ne se sont modifiés en rien, et permettez-moi de replacer sous vos yeux la profession de foi que je vous ai adressée, dans cette circonstance grave, en sollicitant votre appui; elle est encore l'expression fidèle de mes convictions:

« Electeurs,

« En acceptant la candidature, je ne veux qu'une chose: me mettre au service d'une grande cause, celle de la patrie de la société menacées.

« Le parti radical dit qu'il est aujourd'hui le parti conservateur; il ne pourra tromper personne, car nous avons sous les yeux les ruines qu'il vient de faire.

« Non, le véritable parti conservateur, auquel j'appartiens, est celui qui a préservé d'un bouleversement général la France déjà si cruellement éprouvée par une guerre désastreuse, pour nos finances et pour nos jeunes soldats, laissés sans armes, sans habits et sans munitions.

« C'est lui qui a refusé de faire rentrer l'Assemblée dans Paris, pour ne pas l'exposer de nouveau au joug violent et honteux d'une émeute.

« C'est lui qui veut le progrès, mais qui repousse des utopies aussi dangereuses au point de vue moral et religieux que pour nos intérêts matériels. C'est lui qui donne son concours efficace aux efforts du gouvernement de M. Thiers pour favoriser la reprise du travail dans nos manufactures et dans nos campagnes, en raffermissant la tranquillité publique et en assurant l'ordre et la vraie liberté.

« C'est lui qui donnera à la France le temps de se recueillir et de se prononcer,

avec réflexion, sur le gouvernement régulier et stable sous lequel elle veut vivre.

« Si vous me faites l'honneur de me nommer votre représentant, je suis fermement résolu à prendre place parmi les membres de cette majorité, qui a fait preuve d'un patriotisme si éclairé, et à me dévouer, avec elle, à la défense des grands intérêts de la France et de la société.

A. BERGEROT,

Membre du Conseil général,

Lille, le 21 mai 1872.

Nous recevons et nous nous empressons de publier les lettres suivantes:

Monsieur le Rédacteur,

M. Bergerot, candidat du Comité libéral conservateur, ne faisant, dans sa profession de foi, aucune allusion au vote qu'il pourrait émettre sur l'impôt des matières premières, qui préoccupe si vivement le pays, et surtout notre département, j'ai cru devoir, en mon nom personnel, lui demander une déclaration formelle, soit pour, soit contre.

« Voici la réponse que je viens de recevoir et que je vous prie d'insérer dans votre plus prochain numéro, afin que les conservateurs libéraux sachent ce qu'il faut penser des déclarations des feuilles radicales.

« Recevez, Monsieur, mes salutations empressées.

HENRI WATTINNE.

Monsieur Henri Wattinne,

Vous me demandez quelle est mon opinion au sujet de l'impôt proposé sur les matières premières. Je vous déclare de la manière la plus formelle que j'aurais voté, sur cette question, contre cet impôt, avec la grande majorité de nos députés du Nord, et que je m'opposerais toujours, de toutes mes forces, à son établissement.

Recevez, monsieur, l'expression de ma considération très distinguée.

A. BERGEROT.

## BULLETIN QUOTIDIEN

Nous nous empressons de transmettre à nos lecteurs les renseignements suivants qui nous parviennent, ce matin, de bonne source. A la date du 20 mai, le maréchal Serrano se trouvait à Arechavaleta, village de la vallée de Leniz, près d'Onate. D'après une dépêche officielle qu'il a adressée à Vergara, les carlistes se sont emparés, près de Miranda, d'un convoi contenant 25,000 duros (environ 125,000 fr.) destinés à l'armée du Nord. L'escorte entière de ce convoi a été faite prisonnière.

Tandis que les dépêches officielles du gouvernement italien de Madrid font manœuvrer Moriones entre Alsasua et Onate, les avis particuliers qui nous arrivent d'Espagne, nous annoncent que les carlistes ont fait subir un sérieux échec, près de Pampelune, à l'avant-garde de ce même général Moriones. De nombreux blessés appartenant à ce corps d'armée amédéiste ont été transportés à Pampelune; mais le gouvernement d'Amédée s'est bien gardé de parler de cette rencontre dans ses bulletins,

La troupe de Recondo, qui s'était dispersée après la surprise d'Iranax, est déjà réorganisée, bien armée, pourvue de tout; depuis le 21, elle a repris le cours de ses opérations sous le commandement du général Vera. Ce fait va donner une impulsion nouvelle aux affaires dans le Guipuzcoa.

La discussion de la loi militaire a encore été remise; elle commencera seulement lundi prochain. Ce nouveau retard vient-il de l'état de santé de M. Thiers ou des émotions politiques de ces jours-ci; émotions qu'on a voulu laisser se calmer? Si, comme on l'annonce, l'accord s'est fait entre la Commission et le président de la République, on comprend moins son vif désir de prendre la parole. Mais ce n'est point tant peut-être le désir de l'opposition que le plaisir de l'exposition qui fait que Thiers veut prendre une grande part dans ces graves débats. On connaît sa passion pour les questions militaires et les longues études qu'il y a consacrées. On annonce cependant que l'accord est décidé fait entre M. Thiers et la Commission. On le verra bien.

Les premières séances consacrées à la discussion générale seront remplies par de grands discours, mais la discussion ne s'animera que lorsqu'il s'agira de fixer la durée de la présence sous les drapeaux et l'appel du contingent. La Commission s'est prononcée pour 4 ans de service; on doit demander 5 ans, 3 et 2 ans; les partisans de ce dernier chiffre le disent suffisant et y trouvent le moyen de faire passer le contingent entré sous les drapeaux, sans surcharger le budget.

Ainsi que le faisait pressentir une précédente dépêche, le rapport du comité des affaires étrangères au Sénat de Washington en faveur de la ratification de l'article additionnel a été adopté à l'unanimité. Quelques expressions seulement ont été modifiées.

Le *New York Herald* et l'*Herald belge* disent que l'opposition à la ratification a beaucoup diminué.

Un arrêté publié par le *Moniteur belge* convoque, pour le 11 juin prochain, les collèges électoraux, appelés à renouveler leurs députations à la Chambre des représentants. — A.R.

## Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 24 mai 1872.

Si regrettable que soit toute interruption dans des travaux aussi urgents que ceux de l'Assemblée, les deux jours qui ont été abandonnés à M. Rouher et à M. Gambetta, sur la demande imprudente du premier et à la visible contrariété du second, n'auront pas été perdus pour la France. Je crois même qu'aucun emploi meilleur ne pouvait être fait des deux séances. C'est le protocole du procès de l'empire et du 4 sep-

tembre. Et si les premiers répondent sur la cause une aussi vive clarté, jugez de l'impression qui sera produite par l'ensemble! Il n'y a décidément que la vérité qui soit souveraine en ce monde, la vérité et l'honnêteté, qui n'est qu'une forme de la vérité. L'assurance plus que hardie au début de M. Rouher, toutes les boursouflures de son éloquence, toutes les fougues de son vieux sac d'avocat retors, se sont brisées contre le merveilleux et quelque peu dédaigneux sang-froid de cette assemblée honnête. Il y avait évidemment de la préméditation dans ce tour de force de discipline. M. Rouher, qui avait, disait-il, à demander des comptes, a perdu contenance en se trouvant entouré de ménagements et protégé par l'infatigable patience qui sont dus à cet accusé. Le petit dictateur démagogue couronné, l'autre César, comme l'a spirituellement appelé M. de Belcastel, est arrivé à son tour, forcé et contraint, à cette tribune qu'il n'aime guère, et pour cause, et à laquelle il préfère visiblement — *inter pocula* — les festolements sans périls du Havre et d'Angers. Il a tapé de ses points la tribune, il a tiré, non sans peine, des sonorités les plus cavernouses de son gosier méridional, des sortes de rugissements inconnus jusqu'ici dans les chambres françaises... effets manqués; des cris ne font pas des raisons.

Puis à la fin de ce lamentable spectacle, à la tombée de la nuit, au moment où nul ne s'y attendait, voici je ne sais quelle figure de prophète antique qui se lève et burine, au milieu d'un religieux silence, que des applaudissements interrompent bientôt, le *Mane, Thecet, Phares* de toutes les orgies. La France entendra cet écho de sa propre conscience: « les gouvernements révolutionnaires n'ont pas porté bonheur à notre pays. » et elle y pensera, car jamais plus simple et plus éclatante vérité ne s'est dégagée de la plus déplorable histoire.

Quelques-uns disaient, aux élections dernières: A quoi bon nommer des législatifs? Ces hommes impopulaires nuiront à l'Assemblée: ils la dépopulariseront. Et quand ces hommes, comprenant que la nation, en se laissant aller au courant révolutionnaire, reprenait le chemin de l'abîme où tout a sombré en 1851, quand ces hommes se sont serrés les uns contre les autres pour fermer la route fatale... « il ne manquait plus que cela, ont crié les habiles et les peureux, les voilà maintenant qui se forment en phalange. » Mon Dieu oui, en phalange, et si vous voulez savoir à quoi ces phalanges servent, ne regardez pas seulement la fin de cette discussion sur les marchés, regardez le commencement.

Quand les premières révélations de M. le duc d'Audiffret ont produit dans l'Assemblée l'impression que vous connaissez, je vous ai fait remarquer en même temps qu'involontairement peut-être, volontairement peut-être aussi, ce premier discours manquait de justesse; je vous ai dit que la commission des marchés avait été bien autrément impartiale et équitable dans ses rapports écrits et

que le rapport déposé par le président de la commission témoignait, pour les hommes du 4 Septembre, et leurs actes, une indulgence qu'on ne trouve plus, depuis quelques mois, que dans les livres gouvernementaux. Que signifiait donc cette interprétation inexécutable, d'être incomplète, en matière si grave, de la pensée d'une grande commission? Etait-ce hasard? En tout cas, il n'est pas un peu puéril de joindre aux acclamations

l'éloge hyperbolique du gouvernement a été une autre chausse-trappe que M. le duc d'Audiffret a rencontrée tout naturellement, dans ce singulier chemin suivi par son éloquence. Nous ne marchons pas, vous le savez, les louanges et même les applaudissements à M. Thiers, dès qu'il y a prétexte à applaudir. Mais ici, était-ce bien le cas? Et quelles manifestations, expansions, effusions le cœur du noble duc, naguère si ferme pour la présidence, avait-il besoin, ou plutôt était-il chargé de se permettre en cette circonstance? *Erat hic locus?* Il était donc très brillant le rôle du gouvernement, cloué muet à son banc, dans ce débat comme toujours, quand il y a un appui à donner à l'Assemblée, ou une initiative à prendre! Depuis la rentrée, toutes les fois qu'il se présente du pouvoir ou de l'arbitraire à réclamer, le gouvernement se réveille; le reste le laisse indifférent. En fait de sortie contre les implacables ennemis de la majorité, il en est resté à l'hommage public, rendu par le ministre de l'intérieur à la sagesse de l'orateur du Havre. Il veut des conseillers d'Etat, beaucoup de conseillers d'Etat, le plus possible de conseillers d'Etat; beaucoup d'argent pour la guerre et point de règles, s'il se peut, pour en déterminer l'emploi; beaucoup